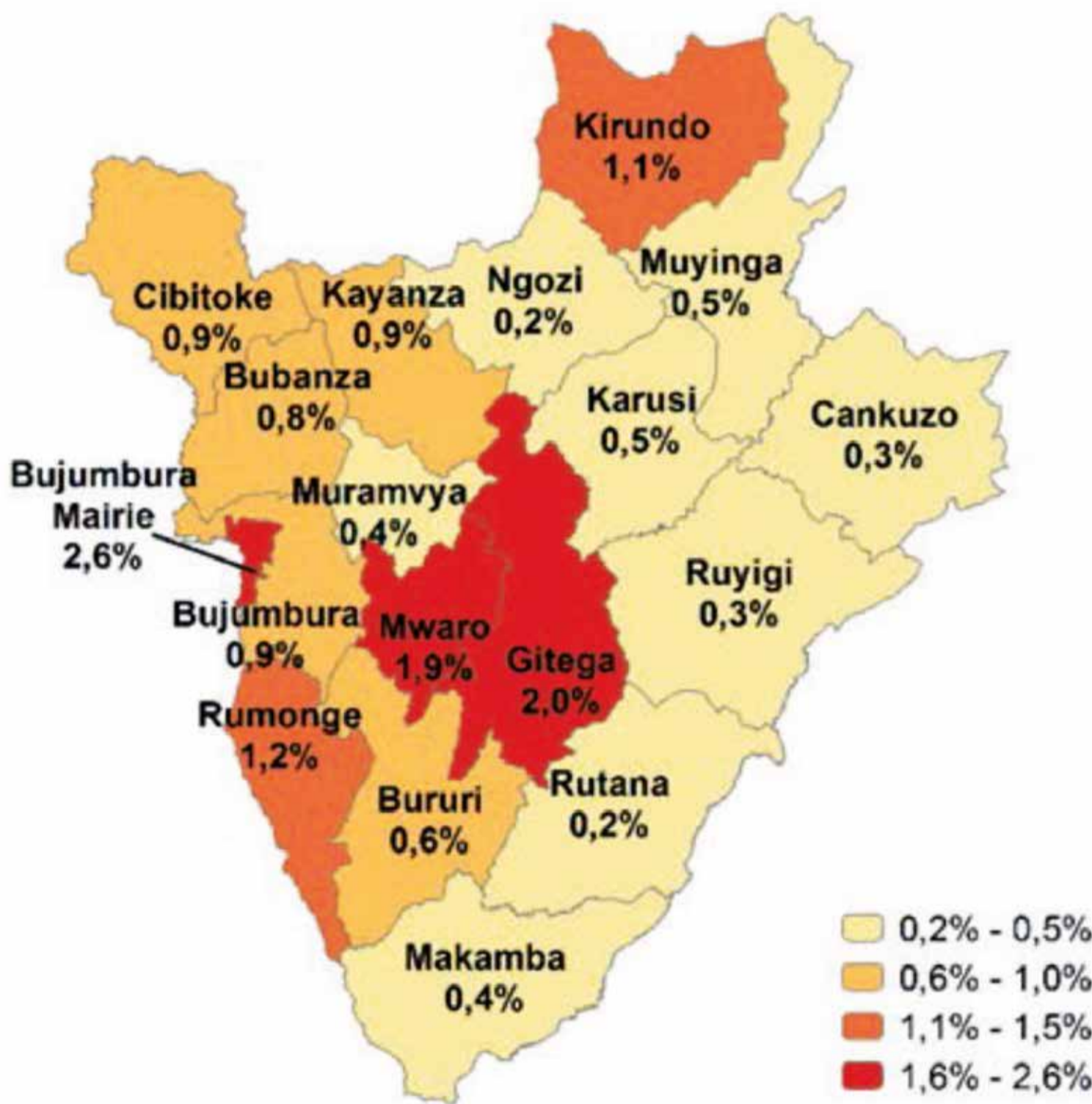


Journée Mondiale de Lutte contre le Sida (page 3)

Le taux de séroprévalence régresse



Le taux de séroprévalence varie d'une province à l'autre. Les provinces les plus touchées sont Bujumbura Mairie (2,6%), Gitega (2%), Mwaro (1,9%), Rumonge (1,2%) et Kirundo avec 1,1% (EDSB 2016-2017)

SOCIETE



Rotary Club Bujumbura Ingoma

Quatre millions de FBu pour appuyer l'école des sourds-muets de Gitega (page 6)

DEVELOPPEMENT



OTB

Un chiffre d'affaires global de plus de 47 milliards de FBu enregistré en 2017 (page 8)

GOVERNANCE



Notation des fonctionnaires

Bientôt la reprise de la notation des fonctionnaires (page 9)



Jubilee Insurance Company of Burundi Ltd
Jubilee Centre
8 Chaussée Prince Louis Rwagasore, Bujumbura

KENYA . UGANDA . TANZANIA . BURUNDI . MAURITIUS

Site web: www.jubileeinsurance.com | E-mail : jicb@jubileeburundi.com

Jubilee
INSURANCE
East Africa's No 1 Insurer
Tél : 22 27 58 20

Donnez vous la chance de gagner une RC automobile et pleins d'autres cadeaux en visitant

www.kyc.jubileeburundi.com

Editorial

Chacun devrait connaître son statut sérologique



Bella Sonia Ndamiye,
Directrice de publication

Le 1er décembre de chaque année, le monde entier célèbre la Journée mondiale de lutte contre le sida. C'est un moment propice pour se livrer à une réflexion profonde sur ce qui a été déjà accompli à l'échelle nationale et internationale dans la lutte contre le Sida et sur ce qui reste à faire. C'est une occasion de sensibiliser le public sur les méfaits du sida.

Chaque pays doit être capable d'assurer un accès universel au traitement, à la prise en charge et à l'as-

sistance pour toutes les personnes vivant avec le Sida. Par ailleurs, combattre le VIH/Sida, le paludisme et les autres maladies transmissibles constitue le 6ème objectif du millénaire pour le développement.

Depuis 1988, des progrès considérables ont été accomplis dans la riposte contre le Sida, et, aujourd'hui, trois personnes vivant avec le VIH sur quatre connaissent leur statut sérologique. Le dépistage du VIH est essentiel pour étendre la couverture du traitement et s'assurer

que les personnes vivant avec le VIH puissent mener une vie productive et recouvrer une bonne santé. Par ailleurs, il est vital d'atteindre les objectifs 90-90-90 et de donner aux gens les moyens de faire les bons choix en termes de prévention du VIH.

Au Burundi, même si la courbe de la séroprévalence a fléchi, 1.4% en 2010 contre 0.9% en 2017, le Sida constitue toujours un problème sérieux de santé publique. Certes des avancées significatives ont été réali-

sées dans la prévention comme dans le traitement du Sida mais des défis persistent. La stigmatisation et la discrimination continuent à dissuader les individus de faire un test de dépistage du VIH. Jusqu'en 2017, plus de 1 million 500 personnes se sont fait dépister. Le chemin est encore long pour atteindre toutes les personnes vivant avec le VIH, mais qui ne connaissent pas leur statut sérologique et faire en sorte qu'elles soient orientées vers des services de soins et de prévention.

PADZOC : Bilan des réalisations largement positif

En date du 27 novembre 2018, les partenaires techniques et financiers du Projet d'Aménagement Durable des Zones Cafécôles se sont réunis pour évaluer les réalisations dudit projet. C'était également l'occasion de tirer les leçons apprises afin de les mettre à l'échelle. Trois indicateurs ont été pris en considération dans le développement du projet. Il s'agit de la superficie couverte, du contrôle des effluents et du nombre de bénéficiaires.

Ainsi, pour le premier indicateur, la superficie prévue était de 4 500 ha, mais celle couverte par les pratiques de gestion durable de l'eau et le café d'ombre est de 4 656,08 ha, soit un taux de réalisation de 103,5%. En ce qui concerne l'installation des systèmes de contrôle des effluents des stations de lavage, des bacs à décantation ont été installés dans les stations de lavage partenaires. Enfin, les prévisions estimaient le nombre de bénéficiaires directs du projet à 15 000, mais le projet a touché 18 707 bénéficiaires, soit un taux de 124,7%.

Malgré le niveau de réalisations satisfaisant, les défis ne manquent pas. C'est pourquoi le Projet d'Appui à la Compétitivité du Secteur Café (PACSC) assure la relève. Il se penchera notamment sur le développement de techniques des cultures de café sous ombrage, la certification des SL ainsi que la promotion des stratégies marketing et de commercialisation du café de haute qualité.

La communauté universitaire dans la promotion du DIH



Le CICR a lancé la première édition du concours national de plaidoirie en Droit International Humanitaire (DIH) auprès des universités. Dix universités et instituts supérieurs sont en lice. Durant les cinq jours (du 26 au 30 novembre 2018), les étudiants ont suivi les présentations sur les règles du DIH avant de rivaliser avec créativité et imagination pour des cas fictifs mettant en jeu l'apport à l'action du DIH. Les trois meilleurs plaideurs représenteront le Burundi au concours régional francophone de plaidoirie en DIH qui se tiendra en 2019 au Cameroun. De surcroît, six universités représenteront le pays dans le concours de la région des Grands Lacs du 9 au 14 décembre 2018 à Kigali avec le soutien du CICR.

Le CICR soutient depuis plusieurs années le gouvernement, les forces de défense et de sécurité, la communauté universitaire... dans la diffusion, l'appropriation et l'intégration du DIH. La promotion du DIH au niveau universitaire en particulier est un élément essentiel pour faire connaître la matière à ceux qui sont chargés de sa mise en œuvre.

«Les universités sont des facteurs clés dans le renforcement du DIH», explique Philippe Beauverd, chef de la délégation du CICR au Burundi.

Le CICR rencontre les responsables des rédactions des médias

En marge de la clôture de la campagne «Tous solidaires avec nos concitoyens détenus» et du concours médias organisé par le CICR en collaboration avec la Direction Générale des Affaires Pénitentiaires (DGAP) dans le cadre de la Journée Internationale Nelson Mandela, le CICR a organisé un déjeuner avec les responsables des rédactions des médias.

Le CICR a salué la mobilisation des journalistes pour faire apparaître l'aspect de détention durant le concours : 8 articles et 16 reportages radio au total. Qu'ils se soient intéressés à la détention, c'est que la privation de liberté concerne tout le monde. Certes cette campagne a eu un succès grâce aux efforts fournis par les journalistes, mais aussi à l'implication des responsables des rédactions des médias. Le CICR a insisté sur la poursuite de la mobilisation, car il reste des non-dits dans le domaine.

«Votre voix, votre plume, vos images arrivent loin, très loin même. Vos articles constructifs sur les conséquences de la détention pourraient servir dans les autres secteurs de la vie nationale», fait remarquer le conseiller juridique au DGAP.

C'était aussi l'occasion de proclamer des résultats et de remettre les prix aux heureux gagnants. Trois des vingt-quatre productions en lice ont été primées.

Visite du commissaire général de l'OBR à l'OTB



Dans le cadre de la 3ème édition de la journée dédiée aux contribuables qui sera célébrée le 5 décembre 2018, le commissaire général de l'Office Burundais des Recettes (OBR), Hon. Audace Niyonzima a effectué une visite jeudi le 22 novembre à l'Office du Thé du Burundi (OTB). Hon. Niyonzima a indiqué que la visite s'inscrivait dans l'optique de rassembler les idées jadis divergentes entre partenaires afin de dialoguer, d'échanger et de comprendre de la même façon tous les aspects liés au civisme fiscal. Jacques Bigirimana, Directeur Général de l'OTB a salué la bonne collaboration avec l'OBR et a apprécié les bonnes relations avec les nouveaux organes de cette institution. Bigirimana a en outre profité de l'occasion pour demander à l'OBR de détaxer les engrais chimiques, car ces intrants sont distribués à moitié prix aux théiculteurs.

BurundiEco
Media for a sustainable society

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directrice de publication et
Rédactrice en chef :
Bella Sonia NDAMIYE
Service commercial :
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

Taux de change du 29 Novembre 2018

Sources : BRB/www.brb.bi et divers

| Monnaies étrangères | Marché officiel | | Marché parallèle | |
|---------------------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | Acheteur | Vendeur | Acheteur | Vendeur |
| Dollar USA | 1787 | 1816 | 2710 | 2730 |
| Euro | 2035 | 2068 | 3050 | 3100 |
| Shi. Kenyan | 17,4241 | 17,7051 | 26 | 27 |
| Shi. Tanzanien | 0,7773 | 0,7898 | 1,1 | 1,2 |
| Shi. Ougandais | 0,4793 | 0,4870 | 0,7 | 0,8 |
| Fr Rwandais | 2,0075 | 2,0398 | 3 | 3,1 |

Journée Mondiale de Lutte contre le Sida

Le danger persiste

Le taux de séroprévalence va decrescendo. Cependant, le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS) regrette que de nouveaux cas de Sida soient toujours détectés. Il informe que les citadins, les jeunes et les femmes sont les plus menacés

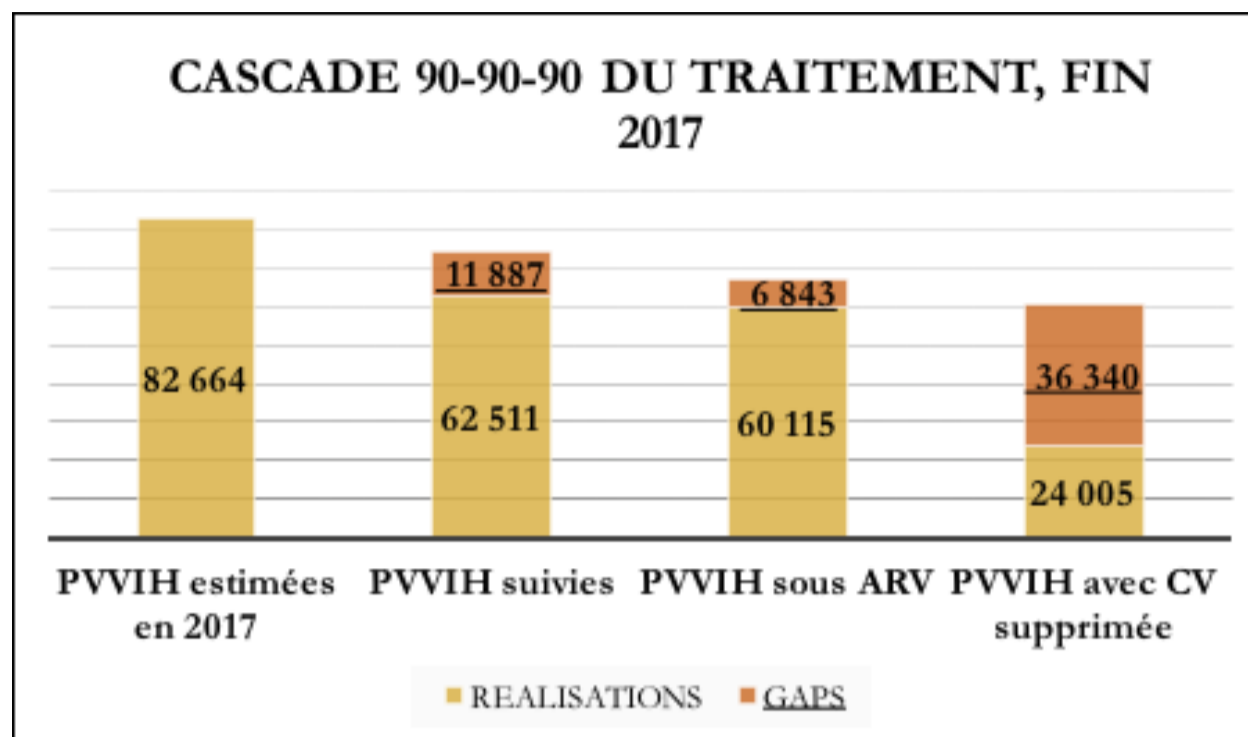
En 2007, une étude de séroprévalence a révélé que 3,7 % étaient séropositifs de la population. Trois années après, une autre étude a montré que 1,4 % de la population nationale était séropositif. En 2017, une autre étude a estimé 0,9 % de la population générale comme séropositifs », déclare Richard Manirakiza, directeur-adjoint du Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS).

Même si le taux de séroprévalence est de moins 1 % au niveau national, M.Manirakiza précise que celui-ci reste élevé si on tient compte des populations clés. Il affirme qu'il y a des catégories plus exposées que les autres, entre autres les agglomérations urbaines. Pour M. Manirakiza, le taux de séroprévalence y est trop élevé par rapport au monde rural. Par exemple, témoigne-t-il, le taux de séroprévalence en milieu urbain est de 2,5 % alors que dans le monde rural, ce taux est de 0,7 %.

D'après les statistiques fournies par une étude de 2017, le taux de séroprévalence est élevé au sein du sexe féminin, fait remarquer M.Manirakiza. Il est de 1,2 % pour le sexe féminin alors qu'il est de 0,6 % pour le sexe masculin. La tendance est, selon M. Manirakiza, vers la féminisation et l'urbanisation de la pandémie.

Une variation de la séroprévalence selon les provinces

Selon les données du troisième Enquête Démographique et de Santé au Burundi (EDSB 2016-2017), le taux de séroprévalence varie d'une province à l'autre. Il est de 2,6 % dans Bujumbura-mairie, 2 % à Gi-



Cascade 90-90-90 du traitement, fin 2017 (Source: Ministère de la Santé)

tega, 1,9 % à Mwaro, 1,2 à Rumonge, 1,1 % à Kirundo, 0,9 % à Kayanza, 0,9 % à Cibitoke, 0,9 % à Bujumbura rural, 0,8 % à Bubanza, 0,6 % à Bururi, 0,5 % à Karusi, 0,5 % à Muyinga, 0,4 % à Makamba, 0,4 % Muramvya, 0,3 % à Cankuzo, 0,3 % à Ruyigi, 0,2 % à Ngozi et 0,2 % à Rutana.

Les populations clés et les jeunes en proie au Sida

D'après toujours l'EDSB 2016-2017, le taux de séroprévalence chez les travailleuses du sexe (TS) est de 21,3%. Il est de 3 % chez les détenus, 4,8 % chez les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH), 10,2% chez les Usagers de Drogue Injectable (UDI) en mairie de Bujumbura selon une étude réalisée en 2017, 3,8% chez les clients des travailleurs du sexe, 5,2% chez les partenaires des TS.

Quant aux jeunes, la séroprévalence chez les jeunes de 15 à 24 ans est de 0,3% chez les jeunes filles tandis que chez les jeunes garçons, elle est de 0,1%.

Plus à la lutte, mais à l'élimination

En matière de Sida, Richard Manirakiza rappelle qu'on n'est plus dans la lutte, mais plutôt dans l'élimination. Pour ce, explique le directeur-adjoint du PNLS, le Burundi s'est joint aux autres nations du monde dans la stratégie « fast track » d'ici 2020. Celle-ci consiste à accélérer la réponse au VIH/Sida, c'est-à-dire à atteindre 90% de personnes dépistées, 90 % de personnes sous traitement ARV et 90 % de personnes ayant une charge virale indétectable.

Toutefois, il informe que de 2015 à 2018, on est dans un sous-ensemble de « fast track » qui est le « super fast track ».

Le super fast track a trois catégories, selon toujours M.Manirakiza, la première étant la start free. Ce qui signifie l'élimination des nouvelles infections à VIH chez les enfants (0-14 ans) en réduisant le nombre d'enfants nouvellement infectés chaque année. La seconde étape est

la Stay free qui signifie la réduction du nombre de nouvelles infections à VIH chez les adolescents et les jeunes femmes (10-24 ans).

Et enfin l'Aids free, c'est-à-dire fournir un traitement antirétroviral à 2654 enfants en 2015 et à 5 900 enfants de -15 ans en 2020 et à 2205 enfants en 2015, à 3s165 adolescents de 15 à 19 ans en 2020 au Burundi.

Une autre mesure pour atteindre l'objectif 90, 90, 90 est l'adoption des nouvelles directives de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) 2015 sur l'utilisation des Antirétroviraux (ARV) pour la prévention et le traitement du VIH : test and treat. Ainsi, dès qu'on est dépisté séropositif, on est directement mis sur le traitement.

La séroprévalence : est le nombre de personnes vivant avec le VIH, qu'elles soient diagnostiquées ou non, quel que soit leur stade clinique et quelle que soit l'ancienneté de leur contamination.

La Charge virale : c'est la quantité de VIH qu'il y a dans le sang d'une personne séropositive.

Ainsi, annonce M.Manirakiza, comme le gap n'est toujours pas atteint pour le 90, 90, 90, le ministère de la Santé a élaboré un plan de rattrapage. Celui-ci étant un document de plaidoyer. Pour éclairer cela, il fait savoir par exemple qu'en 2017, les personnes vivant avec le VIH étaient estimées à 82 664. Parmi celles-ci, 62 511 ont été suivies et 11887 n'ont pas été suivies. Egalement, 60 115 sont sous ARV et 6 843 ne le sont pas. 24 005 personnes ont été supprimées au lieu de 36 340.

Le dépistage, un seul moyen de connaître l'état de santé

Pour atteindre l'objectif du fast track, le premier 90 (le dépistage) reste primordial, d'après M. Manirakiza. Pour mieux le faire, il signale qu'on n'emprunte plus la voie du dépistage de masse.

Maintenant, souligne-t-il, on fait recours au dépistage indexé (cibler les catégories à risque), au dépistage en stratégie avancée (pour les catégories de personnes qui ne viennent pas vers les structures sanitaires), à l'Auto test (test oral), au DIP (dépistage initié par le prestataire), au DIB (dépistage initié par le bénéficiaire), au dépistage précoce des enfants exposés et au dépistage du VIH et de la Syphilis chez la femme enceinte.

Tout cela a été présenté à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Sida le 1er décembre. Cette année, elle est célébrée sous le thème : « Je connais mon statut sérologique. Et toi ? ».

Mélance Maniragaba

DOSSIER SIDA

Réseau National des Jeunes vivant avec le VIH/Sida

« Promouvoir la santé chez les jeunes en général et les séropositifs en particulier »

Des jeunes séropositifs se sont engagés pour lutter contre les nouveaux cas d'infection au VIH au Burundi. Le Réseau National des Jeunes vivant avec le VIH/Sida (RNJ+) est un centre qui propose aux jeunes un cadre d'expression, mais également un espace convivial pour se rencontrer avec d'autres jeunes afin de s'entraider et de se sentir moins seul

Le réseau RNJ+ a vu le jour en 2004 quand de jeunes séropositifs se sont regroupés pour créer un cadre d'expression et d'échange sur les problèmes auxquels ils font face et pour engager une lutte contre les nouvelles infections au VIH. C'est en 2006 que le réseau a été agréé au niveau du ministère de l'intérieur et il compte aujourd'hui 520 membres répartis sur tout le territoire national. Dans chaque province, il y a des organes actifs qui contribuent efficacement à la lutte contre les nouvelles infections.

«En juillet 2014, nous avons créé un centre convivial et attractif pour offrir à la fois des services relatifs à la santé sexuelle reproductive et devenir un espace de loisirs et de jeux», indique Fabien Ndikuriyo, représentant légal de RNJ+. Les jeunes peuvent fréquenter ce centre sans complexe, car il y a toujours cette peur d'être vu fréquenter les cliniques ou les structures sanitaires qui s'occupent des séropositifs.

Le RNJ+ met en place les activités à l'endroit des jeunes

La prévention est l'activité primordiale de RNJ+. Elle consiste à organiser des séances de sensibilisation des jeunes en général et ceux vivant avec le VIH en particulier pour changer de comportement. Les filles enceintes sont surtout sensibilisées à recourir au programme PTME. La prise en charge psychosociale fait aussi partie des activités de ce centre. C'est une bonne occasion d'apprendre des autres comment ils mènent le combat quotidien contre le Sida, mais également l'accompa-



Fabien Ndikuriyo, représentant légal de RNJ+ : « on essaie de conscientiser les jeunes à prendre soin leur santé »

gnement, les moyens disponibles et le soutien moral des jeunes séropositifs. « Les séropositifs sont confrontés à de nombreux problèmes liés au Sida. Donc on essaie de conscientiser les jeunes à prendre soin leur santé », fait savoir M. Ndikuriyo.

Un réseau avec des objectifs pour les jeunes séropositifs

Selon Ndikuriyo, l'objectif majeur

de RNJ+ est de lutter pour les droits des jeunes séropositifs, car ils sont souvent stigmatisés que ce soit dans leurs familles ou dans les milieux scolaires. Ensuite, les centres de dépistage ou de prise en charge sont souvent fréquentés par les personnes âgées. Ce qui complexifie ces jeunes et met à mal leur épanouissement. « Nous sommes là pour promouvoir la vie positive chez les jeunes séropositifs et leur participation au développement communautaire », précise Ndikuriyo. Et puis, le centre aide les jeunes à améliorer leur état de santé par les activités d'éducation thérapeutique car ces jeunes sont sexuellement actifs et peuvent encore contaminer les autres s'ils ne se comportent pas d'une façon responsable.

Des jeunes témoignent

F.S est un jeune garçon qui est né avec le VIH/Sida. Il fréquente le centre depuis 2016. « J'ai connu RNJ+ par le biais d'autres jeunes séropositifs comme moi », révèle-t-il. L'annonce de sa séropositivité a été comme un arrêt de mort pour

lui d'abord parce qu'il était devenu orphelin quelques jours avant. « J'ai connu ma séropositivité quand j'avais encore 13 ans. Cela m'a été très difficile de supporter, car je pensais que ma vie ne tenait qu'à un fil », se souvient ce jeune garçon. Grâce à la fréquentation du centre RNJ+, il affirme que sa vie a changé puisqu'il s'est retrouvé dans sa génération et ne s'enferme plus dans le désarroi. Il conseille aux autres jeunes vivant avec le VIH d'être des acteurs clés de la lutte contre la transmission du VIH et de la promotion des leurs droits et de leur santé. Pour les jeunes en général, le Sida n'est pas une histoire qui passe à la radio ou dans les journaux ou à la télévision, c'est une réalité. Toute personne peut contracter le VIH/Sida à tout moment.

Grâce aux activités organisées par le réseau, plus de 20.000 jeunes sont déjà sensibilisés et de plus en plus de membres viennent passer leur temps dans les enceintes de RNJ+ pour y acquérir des connaissances en rapport avec le VIH/Sida.

Bonaparte Sengabo

Sida

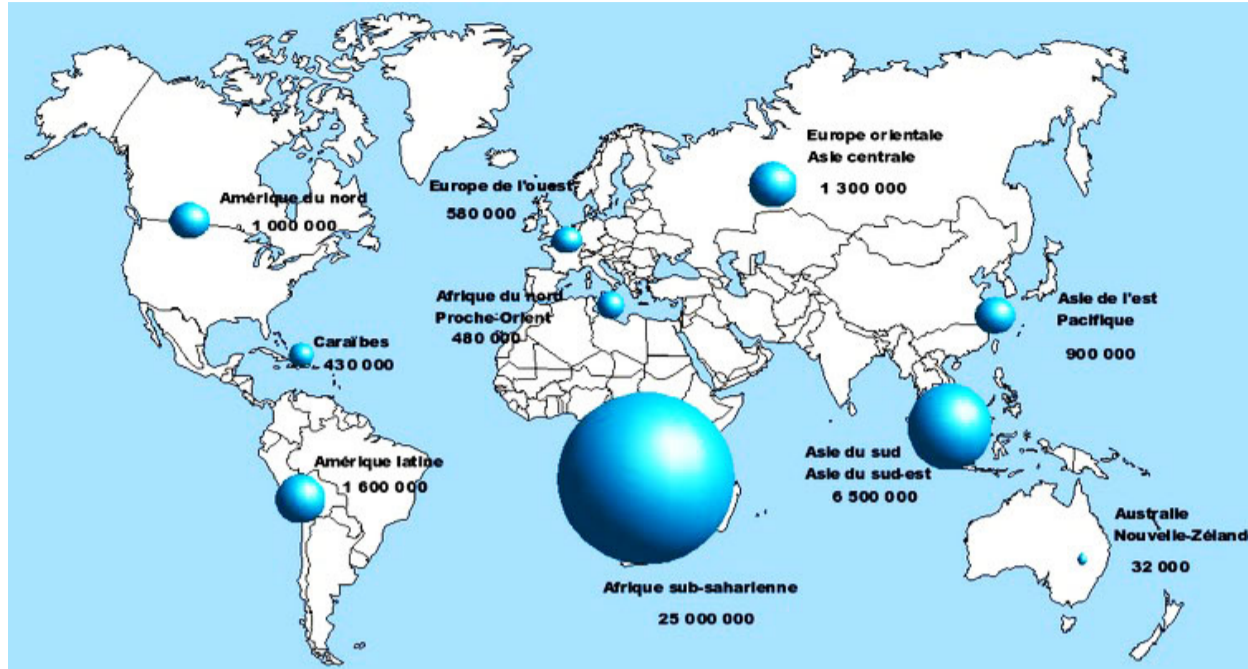
D'une pandémie à une maladie banale ?

Trente-cinq ans après l'apparition du Sida, la maladie n'a ni médicament ni vaccin. En revanche, elle ne fait plus peur comme c'était le cas il y a une vingtaine d'années. Et pour cause, les recherches, sans avoir porté le coup fatal à la pandémie ont abouti à des résultats qui laissent penser que l'humanité est proche de la bataille finale dans la lutte contre le Sida

Selon les données récentes de l'Onusida, quelque 36,9 millions de personnes dans le monde vivaient avec le VIH/Sida en 2017. 35,4 millions de personnes en sont déjà mortes. 1,8 million de personnes ont contracté le VIH tandis que 940 mille en sont mortes rien que l'année dernière. D'après toujours les estimations ce cette institution, depuis son apparition dans les années 1980, le Sida aurait déjà tué pas moins de 35 millions d'individus. 77,3 millions de personnes ont été infectés depuis le début de la maladie.

Le continent africain paie un lourd tribut

Sur les 36,9 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, la majorité d'entre elles, soit 25 millions sont Africains dont 11 millions qui n'ont pas accès au traitement. Elles sont inégalement réparties avec d'importantes disparités. Six millions de séropositifs vivent en Afrique Centrale et de l'Ouest alors que 19 millions se trouvent en Afrique Australe et de l'Est. Au Burundi, le nombre de personnes infectées était de 80255 en 2017 tandis que les nouveaux cas d'infection enregistrés cette même année étaient de 7710.



Actuellement, 36,9 millions de personnes dans le monde vivent avec le VIH/Sida dont 25 millions en Afrique

Des origines animales

Le VIH, l'agent vecteur du Sida serait d'origine animale selon les recherches déjà menées. Deux types de virus sont connus à ce jour, à savoir le VIH-1 (avec des variantes M, N, O et P) et le VIH-2. Le VIH-1 proviendrait des chimpanzés tandis que le VIH-2 serait issu des gorilles. Le VIH est parvenu à franchir la barrière des espèces en se transmettant du primate à l'homme à travers les morsures pendant la chasse et des écorchures faites lors du dépeçage du gibier ou lors de la consommation de la viande des animaux sauvages. A ce jour, les recherches situent l'origine du VIH en Afrique centrale (RDC, Congo, Gabon, Cameroun). C'est le groupe M du VIH-1, la souche la plus répandue qui est responsable de la pandémie du Sida avec plus de 40 millions de personnes infectées. Le VIH-2 se serait répandu en Afrique de l'Ouest via le macaque Mangabey, une espèce prolifique dans cette région. Le VIH

a été découvert par les professeurs français Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier en 1982 qui mirent au point un mode de dépistage de la maladie du Sida l'année suivante.

Evolution du VIH dans l'organisme

Le Sida n'est pas en soi une maladie. C'est un affaiblissement continu du système immunitaire de l'organisme. C'est pour cela qu'on l'appelle le Syndrome de l'Immuno-Déficience Acquise (SIDA). Cet affaiblissement transforme notre organisme en terreau fertile à plusieurs maladies qui, à la longue, deviennent fatales. Techniquement, le VIH infecte l'organisme via les lymphocytes T CD4, une catégorie de globules blancs. A travers ces cellules, qui constituent un pilier fondamental de notre défense immunitaire, il se multiplie et se propage. C'est justement la mesure des T CD4 dans l'organisme qui permet de dépister la présence du VIH dans

l'organisme. Pour une personne saine, ils sont compris entre 500 et 1.500 cellules/mm³ de sang.

Le traitement, un long chemin

Depuis une vingtaine d'années, les antirétroviraux ont fait leur apparition dans le traitement de l'infection par le VIH. Le traitement antirétroviral (TAR) bloque différentes étapes de développement du virus et interrompt sa réplication. Le TAR était au départ une combinaison d'au moins 3 médicaments. Ces antirétroviraux ralentissent la progression du VIH en s'attaquant au virus afin de réduire le plus possible la charge virale, c'est-à-dire le nombre de virus se trouvant dans le sang. Il s'agit par exemple de l'AZT ou de la zidovudine, de l'abacavir, du d4T ou encore de la stavudine qui peuvent être considérés comme des antirétroviraux de seconde génération. Pour être efficace, le traitement doit être suivi à la lettre. Il

faut prendre les comprimés tous les jours aux heures prescrites par le médecin, et donc être prêt à adapter ses habitudes de vie au traitement.

Un lendemain qui promet

Plusieurs médicaments sont maintenant disponibles en une seule dose quotidienne. Certaines recherches actuelles portent sur des formules de médicaments anti-VIH à longue durée d'action qui, s'ils s'avèrent efficaces, ne nécessiteront qu'une seule prise tous les trois ou six mois. Un jour, il sera peut-être même possible de mettre sur pied un traitement qui se prendra une seule fois par an. Il faut aussi noter que deux nouvelles classes d'antirétroviraux dits de "troisième génération" bloquent l'entrée du virus dans les CD4 et empêchent l'intégration du virus dans l'ADN des cellules. Ce qui ouvre de nouvelles perspectives.

Bientôt un vaccin ?

Actuellement, la transmission mère-enfant est considérablement maîtrisée grâce à la prise d'antirétroviraux dès la quatorzième semaine de grossesse et pendant toute la durée de l'allaitement selon les recommandations de l'OMS datant de 2009. Bien plus, les recherches sur le vaccin vont bon train. Elles portent sur deux aspects : d'un côté, la mise en place d'un vaccin préventif, pour éviter de contracter le virus. De l'autre, un vaccin thérapeutique, qui stimulerait au moins temporairement les défenses immunitaires afin de pouvoir contrôler l'infection sans prendre de médicaments. Il est important de préciser que malgré les avancées techniques significatives déjà enregistrées, il n'existe en ce jour ni de médicament qui guérit totalement le Sida, ni de vaccin qui protège les humains contre le VIH.

Parfait Nzeyimana

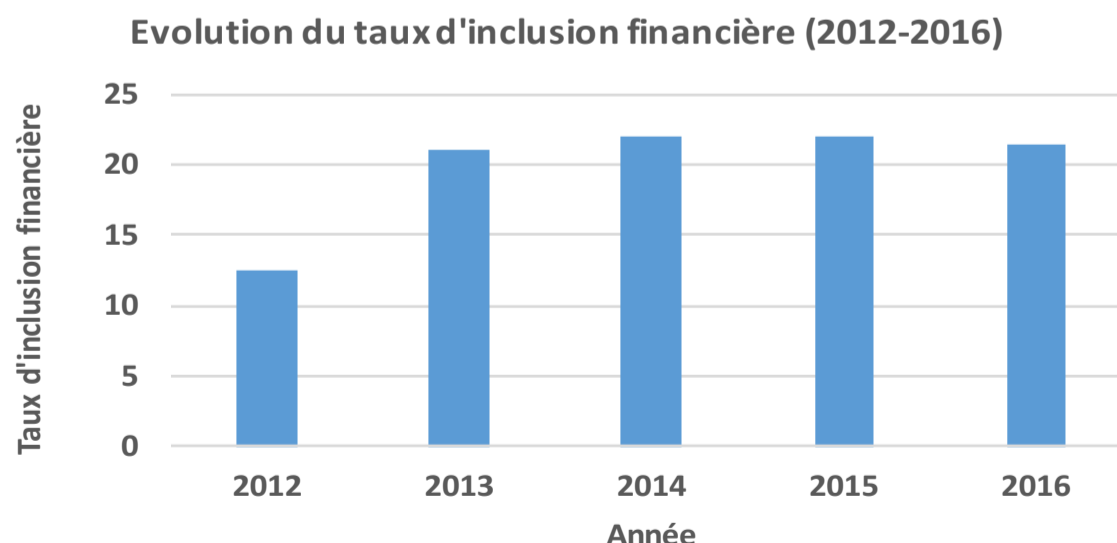
ECONOMIE

Banque de la République du Burundi

Partager les expériences pour booster l'inclusion financière

Malgré la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) élaborée en 2012, le Burundi affiche encore un taux d'inclusion financière faible de la région. La Banque de la République du Burundi (BRB) et Alliance for Financial Inclusion (AFI) a organisé un atelier d'échange de connaissances et d'expériences sur la mise en œuvre du SNIF. Un coup de pouce vers une inclusion financière effective

En effet, la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) a été élaborée en 2012. Et, en 2015, un comité national a été mis en place. Depuis 2014, chaque année, la BRB mène une enquête auprès des établissements de crédit et des institutions de microfinances. Cependant, les fruits n'ont pas été délicieux comme on le souhaitait. C'est pour cette raison que des experts venant des banques centrales du Nigéria, de la Tanzanie, de la Malaisie, du Kenya et de la Zambie sont venus partager leurs connaissances et expériences avec la majorité des institutions impliquées (les banques, les institutions de microfinances, les assurances, les ONGs, les



Source: Données BRB

établissements de paiement...).

Une avancée timide

Une personne est financièrement inclusive si elle habite à au moins 8 km du point de service. En 2016, il y avait 701 points de service financiers sur tout le territoire national. Leur couverture géographique est mal répartie. Plus de la moitié de ces points de service se trouvent en Mairie de Bujumbura et 83% de

ceux-ci se trouvent en commune Mukaza. Certes les points de service ont augmenté depuis 2012 à 2016. Cependant, 10 000 adultes partagent un seul point de service, « ce qui reste de loin insuffisant », explique Mme Diane Jocelyn Bizimana, secrétaire du comité nationale chargé de l'inclusion financière.

Les établissements de crédit et les institutions de microfinances (IMF) ont ensemble 1 400 522 clients. 78,16% sont des clients des IMF.

L'enquête effectuée en 2017 montre que le pays a enregistré une avancée timide comme on le voit sur le graphique ci-dessus

Un effort conjugué de tous

La sensibilisation est aussi indispensable pour atteindre l'inclusion financière significative. Les points de service peuvent être à accessibles, mais les clients peuvent ne pas l'utiliser.

« La population a besoin d'une éducation financière. Et cette tâche revient à la BRB, aux fournisseurs de ces services financiers et aux autres intervenants dans ce secteur », article Mme Bizimana. Il faut que les fournisseurs des services financiers puissent écouter les consommateurs pour justement répondre aux besoins nouveaux et assurer les services de proximité.

De cela, il ne faut pas ignorer le rôle des établissements de paiement (Lumicash, Ecocash...) dans l'inclusion financière. Les pays de la région ont vu leur inclusion financière boostée en un clin d'œil avec l'apparition des établissements de paiement dans leurs systèmes financiers. Cependant, il a été démontré que si le nouveau-né dans le secteur n'est pas bien régulé, il risque d'évincer les IMF.

D'après l'enquête de 2017, les femmes utilisent moins les services financiers que les hommes. Aussi, le secteur agricole est moins financé alors qu'il constitue la moelle épinière de l'économie du pays. La réussite de l'inclusion financière nécessite un effort conjugué de tous.

Dona Fabiola Ruzagiriza

L'appui aux séropositifs tarit de plus en plus

Les médicaments de prévention contre les infections opportunistes ne sont pas disponibles dans les structures de soins. Le volume du kit d'appui nutritionnel a aussi sensiblement diminué. Seuls les antirétroviraux (ARV) sont toujours disponibles. Pour pallier à ce défi, les personnes vivant avec le VIH/Sida demandent qu'on finance les activités génératrices de revenus pour faciliter leur autonomie financière



Dr Fulgence Yamuremye, médecin consultant de Up & Up Humura indique qu' environ trois mois peuvent s'écouler sans Bactrim

La rupture répétitive de stocks de Bactrim inquiète les personnes vivant avec le VIH rencontrées chez «Up and UP Humura», un centre médical situé à l'avenue de l'université, quartier Rohero 1 qui prend en charge ces patients. Dénommons Léonie Kabura une de ces malades pour garder son anonymat. « Quand les ARV sont pris régulièrement les infections opportunistes ne sont pas fréquentes » (tuberculose, chancre mou, syphilis, zona, diarrhée, etc.), déplore-t-elle. Elle informe que les Bactrim qui aident à se prévenir contre ces maladies secondaires ne sont plus disponibles comme à l'accoutumée. N.K, un patient rencontré à cette même structure de soins se lamente de l'absence de l'approvisionnement nutritionnel dont il bénéficie

ciait antérieurement. Il précise que les séropositifs ont souvent faim quand ils sont sous traitement ARV. Il affirme que les personnes sous ARV ne reçoivent plus l'huile de coton, la farine de maïs, le haricot et le lait pour les femmes allaitantes et enceintes. Ces patients demandent que le gouvernement instaure un système de financement des activités génératrices de revenus pour

faciliter leur autonomie financière.

Assistance au ralenti

Face à ces inquiétudes, Dr Fulgence Yamuremye, médecin consultant de «Up & Up-Humura» explique que la distribution gratuite des ARV continue. Les médicaments pour se prévenir contre les infections opportunistes ne sont pas régulièrement

disponibles. Il donne l'exemple d'une rupture de stock en Bactrim pour une période de trois mois. Il explique que l'Etat ne donne plus ces médicaments en quantité suffisante. La petite quantité disponible est donnée aux femmes enceintes pour protéger les fœtus contre le VIH/Sida. En outre, pour le soutien nutritionnel, c'est le PAM qui distribuait le kit aux différentes

structures de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/Sida. Chacun recevait mensuellement 30 kg de farine de maïs, 30 kg de haricots et 5 litres d'huile de coton pour les femmes allaitantes et les femmes enceintes.

Des vies mises en danger

Aujourd'hui, cette quantité a été diminuée de 6 fois pour la farine de maïs et le haricot, et de 5 fois pour l'huile de coton, c'est-à-dire de 30 kg à 5 kg et de 5 litres à 1 litre. Ces patients bénéficient également de 3 kg de farine pour bouillie, ajoute-t-il. Il a signifié que certaines femmes enceintes et celles allaitantes refusent de continuer de prendre les ARV parce que, explique-t-il, ces médicaments nécessitent d'être pris après avoir mangé alors qu'elles sont indigentes. Dans ce cas, ces patients s'exposent aux infections opportunistes et augmentent les risques que leurs enfants soient contaminés. Le Dr Yamuremye appelle le gouvernement à redoubler d'effort pour disponibiliser ces médicaments et au PAM de majorer le kit pour ces vulnérables. Il demande également aux bailleurs potentiels un soutien financier pour le bon déroulement des activités de «Up & Up Humura» pour la prise en charge efficace des personnes vivant avec le VIH/Sida.

Bonith Bigirindavyi

DOSSIER SIDA

« Le Sida est une infection comme tant d'autres »

Longtemps considéré comme un « monstre », assimilé à la sorcellerie... les mythes et les stéréotypes autour du Sida tombent. Les témoignages confirment que le Sida est une maladie comme tant d'autres. La médecine moderne a réduit la virulence du VIH

Les campagnes de sensibilisation et les séances de formation portent des fruits. Le changement de comportement est perceptible auprès de la population. La rédaction de Burundi Eco a rencontré différents groupes de personnes pour connaître leurs perceptions vis-à-vis du Sida. Abraham Nimbona travaille dans un hôtel à Ngozi. Il fait savoir qu'il y a des avancées significatives en matière de lutte contre le Sida. « Dans le passé, les gens craignaient le Sida. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Le Sida est perçu comme une infection comme tant d'autres », précise Nimbona. Le Sida n'a rien de comparable avec le paludisme, le cancer ou encore le diabète qui emportent de nombreuses vies humaines.

D'après lui, les séropositifs ne sont plus stigmatisés. Ils vivent assez longtemps comme les autres et vaquent aux activités. Même son de cloche chez Japhet Miburo, taximan depuis 5 ans. Pour lui, la stigmatisation envers les séropositifs n'est pas prononcée. Cela est le fruit des campagnes de sensibilisation sur cette pandémie. Toutefois en milieu rural, les préjugés autour du Sida persistent et les séropositifs sont taxés de déviants sociaux.

Le danger reste imminent

La pandémie du Sida fait toujours parler d'elle dans la province de Kirundo. Les habitants de cette province du nord du pays déplorent le manque de sensibilisation au dépistage volontaire. Le dépistage est plutôt obligatoire pour les femmes



Abraham Nimbona « Dans le passé, les gens craignaient le Sida. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui »

enceintes afin de protéger la santé du fœtus Pascal Nsengiyumva habitant la colline Rutabo en commune Busoni reconnaît que le Sida est dangereux puisque, indique-t-il, beaucoup de gens meurent de cette maladie.

Selon lui, le peu d'informations dont il dispose sur le Sida (prévention, contamination, traitement), il le doit aux émissions radiophoniques et à ses amis. Il reconnaît que la communauté Batwa n'est pas du tout sensibilisée sur ce fléau et invite l'administration publique en général et l'administration sanitaire en particulier à se mobiliser pour sensibiliser la population sur le Sida et ses conséquences.

Les jeunes pris au piège

A moins qu'on ne change pas de comportement, le Sida va persister chez les jeunes. Les jeunes plongent dans les rapports sexuels dès le jeune âge (généralement avant 15 ans). Evelyne Nahayo rencontrée

dans l'un des hôtels de la ville de Kirundo informe que la plupart des jeunes n'ont pas tellement peur du Sida. Ils font des rapports sexuels non protégés. Malgré la disponibilité des condoms dans certains hôtels, les clients négligent l'utilisation du préservatif, déplore Mlle Nahayo. En conséquence, beaucoup de jeunes filles sont actuellement déscolarisées parce que victimes des grossesses non désirées.

La fréquentation des bordels par les jeunes filles prend de l'ampleur en province Kirundo. « Avec l'évolution des technologies de l'information et de la communication, les smartphones font rage. La pédophilie est devenue monnaie courante. Les hommes mariés sortent avec des jeunes filles et séjournent dans des hôtels. Quand la fille a pris de l'alcool, elle ne se soucie de rien, et fait les rapports sexuels non protégés », déplore -t-elle. Nahayo est au courant de beaucoup de jeunes filles et garçons vivant avec le VIH qui continuent à contaminer les autres.

Un jeune garçon serveur dans un autre hôtel abonde dans le même sens. Il remet en cause l'attitude accuse des célibataires géographiques, surtout les employés des ONGs. Ces derniers sont réputés bien rémunérés. Par conséquent, les jeunes filles ne tardent pas à sortir avec eux. « Comment un élève sans autres ressources que celles lui octroyées par ses parents, frères et sœurs peut s'acheter un smartphone », s'inquiète le serveur.

La protection, une priorité pour les uns

Dans le milieu universitaire, les étudiants n'ont pas peur de la pandémie du Sida. L'évolution de la médecine les rassure. Deux étudiants rencontrés à l'université du Burundi (campus Mutanga) témoignent qu'en milieu universitaire, la stigmatisation des séropositifs n'a pas de place. L'un d'eux s'inquiète du sort des étudiants séropositifs. Il pense que face au chômage chronique, ils ne peuvent pas investir

dans des activités qui nécessitent de la force physique.

Pourtant les étudiants craignent la propagation du virus dans les homes universitaires. Ils arguent que les séminaires et les clubs stop Sida se raréfient de plus en plus. L'autre raison est que les ONG qui œuvrent dans la prévention du VIH ont cessé la distribution gratuite des condoms dans les campus.

L'abstinence, le moyen le plus sûr

En ce qui concerne la prévention du VIH, certains privilégient l'abstinence plutôt que d'autres méthodes. Une étudiante qui a requis l'anonymat explique que l'université regroupe des personnes adultes. Donc, elle ne comprend pas comment une personne peut s'aventurer dans des rapports sexuels à risques. Pour elle, le condom n'est pas sécurisant à 100%. « On ne sait même pas les composantes des préservatifs. Pourquoi l'utiliser ? », s'interroge-t-elle. Elle conseille plutôt de s'abstenir des rapports sexuels au regard des conséquences que cela pourrait engendrer. Pour ceux qui entretiennent des relations amoureuses sérieuses (qui ont un projet de mariage), il serait mieux de faire le dépistage pour connaître leur état sérologique, fait remarquer l'étudiante.

La décentralisation des centres de dépistage comme SWAA-Burundi et ABUBEF facilite les patients à se procurer les ARV. A cet effet, les décès dus au Sida ont chuté considérablement. Le nombre de personnes décédées du Sida a chuté de 8700 à 2900 décès entre 2005 et 2016. La lutte contre la pandémie du Sida est gagnée, mais pas la guerre. D'où la nécessité de ne pas baisser la garde. Sinon les victimes de cette pandémie pourront augmenter.

Benjamin Kuriyo

Rotary Club Bujumbura Ingoma

Quatre millions de FBu pour appuyer l'école des sourds-muets de Gitega

Créé en 1982, le centre d'éducation pour les déficients auditifs de Gitega abrite 220 enfants dont 121 garçons et 99 filles tous des sourds-muets. Samedi le 24 novembre 2018, Rotary Club Bujumbura Ingoma a rendu visite à ce centre pour contribuer à son fonctionnement

Le Rotary Club est une association de bienfaiteurs qui a comme idéal de servir les plus démunis et les communautés de base. Une quarantaine de rotariens se sont rendus à l'école « Notre Dame de la Persévérance » de Mushasha en province Gitega avec un don en vivres. Jules César Bukuru, président de Rotary Club Bujumbura Ingoma a indiqué que ce club vient en aide au centre des sourds-muets de Gitega depuis huit ans pour les soutenir dans la vie de tous les jours. « On sait que c'est assez difficile de pouvoir éduquer 220 élèves qui vivent avec ce handicap avec peu de moyens. Ce que nous faisons, c'est collecter des dons à gauche à droite pour donner un coup de pouce à ce centre », a-t-il précisé. Ils étaient venus avec un don en grande partie composé de vivres et d'autres kits nécessaires. 500 kg de riz, 500 kg de haricot, 250 kg de sucre, 200 pièces de papiers de toilette, des savons, de serviettes hygiéniques pour les filles et quelques habits. Le coût de ce don est estimé à quatre millions de FBu



Rotary Club Bujumbura Ingoma vient en aide au centre d'éducation pour les déficients auditifs depuis huit ans.



Jules César Bukuru, président de Rotary Club Bujumbura Ingoma : « Notre souhait, c'est qu'on ne puisse pas venir quotidiennement avec des dons en vivres mais qu'on puisse financer ce centre avec des projets d'autofinancement »

Les projets d'autofinancement, un objectif de Rotary Club Bujumbura Ingoma

« Notre souhait, c'est qu'on ne puisse pas venir quotidiennement avec des dons en vivres mais qu'on puisse financer ce centre avec des projets d'autofinancement. C'est pourquoi nous avons aussi pensé à apporter quelques semences et des produits phytosanitaires », a fait savoir M. Bukuru. En 2017, Rotary Club Bujumbura Ingoma avait proposé un projet qui pourrait permettre au centre de s'autofinancer, notamment par l'élevage des porcs et l'achat des terrains cultivables, mais cela n'a pas abouti. « Le projet n'est pas abandonné, mais nous continuons à toquer auprès de nos bailleurs et partenaires pour que ce centre puisse initier des activités génératrices de revenus et s'autofinancer », a-t-il ajouté.

Des défis qui minent l'école et les enfants qui la fréquentent

Selon Spès Bandora, directrice du centre d'éducation pour les déficients auditifs de Gitega, le problème majeur est que ces enfants viennent souvent de loin et de familles pauvres. Il y a une difficulté de les amener jusqu'à l'école. Les uns arrivent en retard, les autres abandonnent carrément, car les parents n'ont pas de moyens pour payer le ticket de transport. L'autre défi est le manque d'enseignants qualifiés suffisants pour une bonne éducation de ces enfants. « Nous devons donc essayer de limiter l'accueil pour ne pas surcharger les quelques enseignants dont nous disposons », regrette-t-elle. Le matériel didactique pose aussi problème parce que les manuels pour les sourds-muets coûtent cher, mais aussi il y a les appareils auditifs que le centre ne parvient pas à acheter pour tous

les élèves.

Mme Bandora affirme que même si le centre fait tout pour éduquer ces enfants, il leur est difficile de trouver de l'emploi après leurs études, car les gens sont réticents quant à leurs capacités professionnelles vu que peu d'employeurs connaissent leur langage. « Une grande partie de ces enfants se retrouvent dans de petits expédients comme la broderie, la vannerie ou la couture », a-t-elle déploré.

Le président de Rotary Club Bujumbura Ingoma a rassuré les autorités de ce centre que le club va tout faire pour aider ces enfants à poursuivre leurs études et ne ménagera aucun effort pour qu'ils puissent trouver un emploi décent, car les gens doivent savoir que leur handicap n'affecte pas leurs capacités professionnelles.

Bonaparte Sengabo

ASAHI

HIGH PERFORMANCE

2019

CRÉÉ PAR LE FABRICANT
DE INCOE POUR L'AFRIQUE



Un nouveau-né dans la gamme des produits contraceptifs

Dans le but d'atteindre l'indice synthétique de fécondité de 3 enfants par femme à l'horizon 2025, le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida appuyé par UNFPA vient de lancer dans la commune Gatara de la province Kayanza "Sayana Press", une nouvelle méthode contraceptive

"Sayana Press" est une nouvelle formule de l'acétate de médroxy-progestérone (DMPA), moins dosé que le DMPA intramusculaire communément appelé «urushing» en kirundi, injecté dans le tissu adipeux juste sous la peau et uniquement disponible sous format Uniject.

Chaque dose unique de "Sayana Press" empêche l'ovulation et offre à la femme une protection pendant 3 mois. Il possède l'avantage d'être auto-injectable. Il est donc plus facile à administrer. «Après son introduction dans les formations sanitaires, nous allons étendre progressivement son administration par les agents de santé communautaire et plus tard aux bénéficiaires elles-mêmes car, comme on vient de le dire, il est facile à administrer. La technique d'injection est la même que pour l'insuline. Aujourd'hui, personne n'a plus peur de s'auto-injecter l'insuline. Dans les jours à venir, ce sera de même pour "Sayana Press" », a indiqué Dr Juma Ndereye, Directeur du Programme National de Santé de la Reproduction au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida.

Destiné à s'étendre sur l'ensemble du pays

«A terme, nous souhaitons que les femmes puissent s'administrer elles-mêmes le "Sayana Press", mais la première administration devra se faire dans une structure de soins pour que la bénéficiaire puisse discuter avec le prestataire de soins qui devra évaluer les critères d'éligibilité. C'est seulement après cette évaluation qu'elle recevra sa première dose de "Sayana Press". Dans un premier temps, nous allons commencer par quatre provinces suivantes : Kayanza, Ruyigi, Ngozi et Karusi pour voir comment la population perçoit ce nouveau produit qui vient d'être introduit dans notre pays. Quand nous aurons une idée sur son acceptabilité, on pourra l'étendre sur l'ensemble du pays. Cela aurait été une erreur de commander une grande quantité de "Sayana Press" alors qu'on ne sait pas encore s'il sera adopté par la population ou pas. Sinon il périmerait dans le stock alors que les produits contraceptifs coûtent relativement chers », a déclaré Dr Ndereye.

"Sayana Press" présent dans tous les districts sanitaires à l'horizon 2020

C'est pour cette raison que nous avons commencé par les provinces pilotes dont Kayanza pour tester et évaluer l'acceptabilité de ce produit par la population. Par la suite, nous ferons les projections nécessaires pour couvrir l'ensemble du pays. Cette évaluation ne devrait pas durer longtemps. Nous pensons que d'ici six mois à une année nous aurons une idée précise sur la consommation de ce produit. A partir de 2020, nous espérons que "Sayana Press" sera présent dans tous les districts sanitaires selon le degré d'acceptabilité de chacun, a estimé le Directeur du Programme Natio-



Dr Thaddée Ndikumana, le ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida en train d'administrer "Sayana Press" à une femme de la commune Gatara de la province de Kayanza

nal de Santé de la Reproduction

Un lancement officiel en grande pompe

Le ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida était venu en personne pour lancer officiellement "Sayana Press" qui, selon lui, vient à point nommé pour élargir la gamme de produits contraceptifs facilement administrables mis à la disposition de la population par le gouvernement dans le but d'atteindre l'objectif de 3 enfants par femme se trouvant dans le document de vision Burundi 2025. Les besoins non satisfaits sont immenses en matière de planning familial (PF). D'après les données fournies par l'EDS 2016-2017, les besoins non satisfaits en PF s'élèvent à 30%. Ce pourcentage représente les femmes qui souhaitent éviter une grossesse, mais elles ou leurs partenaires n'utilisent pas la contraception pour diverses raisons dont la distance à parcourir pour avoir la méthode que l'individu ou le couple souhaite utiliser, la crainte



Richmond Tiemoko, le représentant du UNFPA au Burundi : « En plus d'élargir la gamme des méthodes contraceptives, "Sayana Press" vient également contribuer à la confidentialité et à la vie privée de la femme qui pourra elle-même se faire une auto-injection »

des effets secondaires, la faible qualité des services et la gamme limitée des méthodes contraceptives.

Le gouvernement déterminé à inverser la tendance

Le gouvernement est déterminé à mettre à la disposition du citoyen le plus de méthodes contraceptives possibles pour qu'il puisse faire un choix libre et éclairé, a indiqué le ministre de la santé. Il a par ailleurs remercié les responsables sanitaires et administratifs de la commune de Gatara qui ont bien sensibilisé la population en planification familiale comme il l'a constaté à travers un jeu-concours public qu'il a lui-même animé pendant le lancement officiel de "Sayana Press". Pour rappel, le ministre Thaddée Ndiku-

mana est en même temps le parrain de la province Kayanza. Il a à ce titre souhaité que la commune de Gatara, une des plus densément peuplée du Burundi, serve d'exemple dans la maîtrise de la croissance démographique.

Des chiffres témoins de l'ampleur du travail à accomplir

Le Burundi a un taux moyen d'accroissement annuel de 2,4%. La population burundaise est passée de 2,8 millions d'habitants en 1960 à 8,05 millions d'habitants d'après les chiffres du recensement général de la population et de l'habitat de 2008. Actuellement, les projections démographiques estiment une population burundaise à plus de 10 millions d'habitants. Cet accroissement démographique galopant freine les efforts de développement économique, car 90% de la population tirent leurs ressources de la terre cultivable qui se raréfie de plus en plus.

Ainsi le gouvernement du Burundi dans ses objectifs de sa vision 2025 souhaite faire baisser l'indice synthétique de fécondité de 6,4 enfants par femme en 2008 à 3 enfants par femme en 2025. Pour atteindre cet objectif, le Taux de Prévalence Contraceptive (TPC) devrait passer de 29% en 2017 à 50% en 2025. La diversification et la vulgarisation des méthodes contraceptives que le gouvernement entreprend visent à répondre à cet objectif.

UNFPA aux côtés du Burundi

Dans son objectif de maîtriser la croissance démographique, le Burundi peut compter sur le soutien de ses partenaires multilatéraux. UNFPA fait partie de ces partenaires qui se sont investis aux côtés

du gouvernement. Richmond Tiemoko, le représentant de UNFPA au Burundi qui était également présent à Gatara a rappelé que la conférence des Nations Unies sur les Droits de l'Homme qui s'est tenue à Téhéran en Iran le 13 mai 1968 a retenu que les parents ont un droit fondamental de déterminer librement et de manière responsable le nombre et l'espacement des naissances. Ainsi, la planification familiale est un droit humain et non un contrôle de la population. «Lorsqu'une femme a le pouvoir et les moyens d'éviter ou d'espacer une grossesse, elle peut planifier sa vie. Elle peut aussi faire ses études, chercher à conserver les meilleurs emplois et contribuer davantage au bien-être de sa famille et de sa nation ainsi qu'à la prospérité mondiale », a indiqué M. Tiemoko. En plus d'élargir la gamme des méthodes contraceptives, "Sayana Press" vient également contribuer

à la confidentialité et à la vie privée de la femme qui pourra elle-même se faire une auto-injection, a-t-il ajouté. des dividendes démographiques, a souligné M. Ndayizeye.



Le ministre de la Santé a lui-même animé un jeu-concours public sur les méthodes contraceptives

à la confidentialité et à la vie privée de la femme qui pourra elle-même se faire une auto-injection, a-t-il ajouté.

des dividendes démographiques, a souligné M. Ndayizeye.



Le ministre de la Santé remettant le prix à Marc Nizigiyimana, un technicien de promotion de santé (TPS) qui a administré le DMPA au niveau communautaire à plus de 5000 femmes depuis 2014.

Des efforts qui commencent à porter des fruits

M. Anicet Ndayizeye, gouverneur de la province Kayanza, a remercié le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida d'avoir choisi sa province pour lancer cette nouvelle méthode contraceptive. Il a en outre rappelé que cette province a une population de 750 mille habitants, soit une densité de 652 habitants par km2. Ce qui en fait la province la plus peuplée du pays. Quant à la commune Gatara, la densité de sa population oscillerait

La radio Ubuzima FM, pour promouvoir la santé

Le gouverneur de Kayanza a fait savoir que dans le but de promouvoir la santé et en particulier la Planification Familiale, une radio communautaire dénommée Ubuzima FM commencera à émettre bientôt à Kayanza. Cette radio a déjà reçu l'agrément du Conseil National de la Communication (CNC). Elle n'attend que l'arrivée du matériel pour commencer à émettre. Il a donc sollicité un soutien financier au ministère ayant la santé dans ses attributions et à ses partenaires.

OTB

Un chiffre d'affaires global de plus de 47 milliards de FBU enregistré en 2017

L'ouverture solennelle de la semaine théicole a eu lieu vendredi le 23 novembre 2018 à la colline Kanyunya, zone Rukina de la commune Mukike, province Bujumbura Rural. A cette occasion, Burundi Eco revient sur les chiffres d'affaires globaux de 2011, 2012, 2016 et 2017 et les volumes vendus à l'exportation depuis 2014 à 2017

Sous le thème « Promouvoir les infrastructures sociales et touristiques dans les régions théicoles pour le développement du monde rural », l'ouverture solennelle de la semaine théicole couplée à l'exposition-vente des produits agricoles a eu lieu vendredi le 23 novembre 2018 sur la colline Kanyunya, zone Rukina de la commune Mukike, province Bujumbura Rural. Le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza a inauguré le lieu touristique dénommé NONOKA situé dans cette localité. Selon Jacques Bigirimana, directeur général de l'OTB, l'hôtel implanté à cet endroit dispose de 7 chambres. Et de préciser que le paiement sera en devises.



Jacques Bigirimana, directeur général de l'OTB : « Les résultats de l'OTB sont satisfaisants »

Résultats satisfaisants

A cette occasion, Jacques Bigirimana a informé que les résultats de l'OTB sont satisfaisants. En 2017, Rémy Ndayininahaze, chef de service opérations logistiques et exportations à l'OTB fait savoir que le chiffre d'affaires global a été de 47,664 milliards de FBU contre 37,244 milliards de FBU en 2016. En 2011, il a été de 29 milliards de FBU contre 39 milliards de FBU en 2012. Il fait aussi remarquer que 9 836 tonnes de thé ont été exportées en 2014, 10 828 tonnes en 2015, 10 084 tonnes en 2016 et 9220 tonnes en 2017. Selon Alphonse Nimbona, chef de service suivi et évaluation à l'OTB, cette société contrôle 10 624 hectares de plantations théicoles, dont 1953 hectares appartiennent à l'OTB et 8671 hectares aux ménages. Elles sont réparties en 5 régions théicoles : Buhoro, Rwegura, Teza, Ijenda et Tora.

Nimbona certifie que le prix des feuilles vertes de thé par kg est fixé actuellement à 250 FBU. Selon lui, ce prix a évolué. De surcroît, il fait remarquer qu'il y a des bonus que l'OTB accorde aux théiculteurs depuis 2009 selon les prix moyens de vente aux enchères de Mombasa. L'objectif est de les motiver pour augmenter le rendement.

culteurs tous les deux mois. Le revenu qu'elle en tire est utilisé dans l'achat des habits et des vivres pour ses enfants. Selon Nicaise Butunungu, rencontré à Kanyunya, le revenu théicole constitue une source financière régulière permettant au paysan de satisfaire tant bien que mal son quotidien immédiat. Il demande à l'OTB d'augmenter le prix de feuilles vertes par kg pour améliorer les conditions de vie des ménages.

Le thé est la deuxième culture d'exportation au Burundi par ses recettes (autour de 25%) après le café (60%). Il est cultivé par plus de 60 mille ménages. Il y a lieu de

Evolution des prix des feuilles vertes de thé depuis 2009

| Périodes | Prix des feuilles vertes par kg | Bonus |
|---------------------------------|---------------------------------|------------|
| De juillet 2009 à décembre 2010 | 140 FBU/kg | 40 FBU/kg |
| De janvier 2010 à juin 2010 | 140 FBU/Kg | 50 FBU/kg |
| De juillet 2010 à décembre 2010 | 140 FBU/kg | 80 FBU/kg |
| De janvier 2011 à juin 2011 | 220 FBU/kg | 50 FBU/kg |
| De janvier 2012 à juin 2012 | 220 FBU/kg | 50 FBU/kg |
| De juillet 2012 à décembre 2012 | 220 FBU/kg | 100 FBU/kg |
| De janvier 2013 à juin 2013 | 250 FBU/kg | 50 FBU/kg |
| De juillet 2013 à décembre 2013 | 250 FBU/kg | 20 FBU/kg |
| De janvier 2014 à décembre 2014 | 250 FBU/kg | 0 FBU/kg |
| De janvier 2015 à juin 2015 | 250 FBU/kg | 50 FBU/kg |
| De juillet 2015 à décembre 2015 | 250 FBU | 80 FBU/kg |
| De janvier 2016 à décembre 2016 | 250 FBU/kg | 20 FBU/kg |
| De janvier 2017 à décembre 2017 | 250 FBU/kg | 50 FBU/kg |

Le thé dans l'amélioration des conditions de vie des ménages

Daphrose Harerimana, habitant la colline Kanyunya de la commune Mukike indique que le thé joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Elle fait savoir que l'OTB procède au paiement des théi-

constater que le thé constitue une culture de rente tant nationale que familiale en pleine mutations et en expansion.

Jean Marie Vianney Niyongabo

SANTE

Journée nationale de mobilisation sur la vaccination contre la méningite

Plus de 7 millions de personnes ciblées

Une campagne de vaccination contre la méningite à méningocoque A a été lancée par le ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida à l'endroit des responsables provinciaux de l'éducation et de la santé, des régions militaires et de la police ainsi que des districts sanitaires lundi le 26 novembre 2018. Elle se déroulera du 4 au 13 décembre 2018 et la population ciblée par cette campagne est âgée de 1 à 29 ans révolus provenant des 46 districts sanitaires du pays

de méningocoque A identifiés par l'OMS. Ainsi, le Burundi sera le 21^{ème} pays qui aura fait la campagne de vaccination contre la méningite à méningocoques A. M.Ndikumana a rappelé que le Burundi avait lancé cette campagne en 1992, au moment où il y avait une épidémie dans les provinces de l'Est du pays. « Aujourd'hui, nous avons voulu prévenir avant qu'une éventuelle épidémie puisse se déclarer. Au Burundi, nous avons constaté à partir des statistiques qu'il y a des souches isolées dans les hôpitaux ». Jusqu'en 2016, nous avons déjà enregistré 405 cas et cela montre qu'il était temps de protéger la population comme le font les autres pays », a-t-il indiqué.

Stratégies de mise en œuvre de la vaccination

La vaccination se déroulera selon trois principales stratégies. Dr Bellejoie Louise Iriwacu, directrice adjointe du Programme Elargi de Vaccination (PEV) informe qu'il y a une stratégie fixe qui concerne les formations sanitaires identifiées, une stratégie avancée qui concerne les populations cibles vivant loin d'un site fixe et une stratégie mobile pour atteindre plus facilement les écoliers, les étudiants, les camps militaires et de police, etc... Les équipes devront se déployer selon les localisations ou itinéraires éta-

blis au cours des planifications des districts sanitaires.

Composition des équipes de vaccination par site

« Les équipes sont constituées de 5 personnes (2623 équipes pour 739 sites fixes, 987 avancés et 897 mobiles), trois vaccinateurs (infirmiers), une personne qui fait le triage et une personne qui fait le

pointage et l'enregistrement », explique Dr Iriwacu avant d'ajouter que le rôle de mobilisateur sera joué par les Agents de Santé Communautaire (ASC) et les chefs de colline. Elle a tenu à informer qu'au cours de la campagne de vaccination contre la méningite à méningocoque de sérotype A, seul un personnel de santé qualifié sera autorisé à administrer le vaccin. Les personnes qui font le triage, le rem-

plissage de la fiche de vaccination ainsi que le pointage peuvent être des agents d'appui ou des ASC.

Chaque personne vaccinée bénéficiera d'une carte d'identification. Cette campagne de vaccination contre la méningite à méningocoque A est organisée sous le thème « La vaccination protège tout le monde, faites-vous vacciner ».

Historique des épidémies de méningite au Burundi

| Année | District impliqué | Nombre de cas notifiés | Germe responsable | Période | Riposte vaccinale | Commentaire |
|-------|-------------------------|------------------------|-------------------|-----------------|--|---|
| 1992 | Ruyigi | 2272 | NmA | Juillet-Octobre | | |
| 1996 | Kirundo | 173 | NmA | Saison sèche | | |
| 2002 | Kirundo, Muyinga, Ngozi | 577 | NmA | Saison sèche | Province Muyinga, zones affectées Kirundo et Ngozi | |
| 2004 | Rutana | 52 | NmA | Août-octobre | 31.000 personnes Vaccinées | |
| 2005 | Kirundo | 4 | NmA | Août | Population cible : 300.000 par commune | Kirundo Vaccinée en 2003, Novembre 2004 et Mai 2005 |
| | Muyinga | 4 | | | | |
| | Rutana | 10 | | | | |
| | Ruyigi | 5 | | | | |

Sources : Rapports d'investigation Mini Santé/OMS et WER/WHO

Bonith Bigirindavyi

La FNTMI déterminée à restructurer le secteur informel

Le secteur informel fait face à de nombreux défis, entre autres l'emploi précaire, le manque d'équipements, le non accès au financement, les taxes arbitraires, etc. Ainsi, la Fédération Nationale des Travailleurs du secteur Manufacturier de l'Informel (FNTMI) s'est donné la mission de venir à bout de ces contraintes en refondant le secteur

La plupart des emplois dans les pays en développement se trouvent dans le secteur informel. Le Burundi ne déroge pas à cette règle. La majorité écrasante, soit 98,7% des emplois des grands secteurs d'activités relèvent de l'informel. Pourtant, le manque d'intérêt de la part des autorités sous prétexte qu'ils ne paient pas directement d'impôts inquiète plus d'un. Par contre, il n'est pas seulement une importante source d'emplois, c'est aussi une source de production de biens et de services, apprend-on de l'étude évaluative de l'économie informelle au Burundi menée en 2014.

La FNTMI, un nouveau pas

Les travailleurs du secteur informel comprennent déjà l'importance de se regrouper en associations pour faire entendre leur voix. C'est le cas par exemple de la Fédération Nationale des Travailleurs du secteur Manufacturier de l'Informel (FNTMI). Cette dernière regroupe les travailleurs du secteur informel. «Le but ultime est d'accompagner les travailleurs du secteur informel afin qu'ils migrent vers le secteur formel», a déclaré Aimable Bakunduwukize, porte-parole de la fédération.



Sylvestre Ndayikeje, représentant légal de la FNTMI : « Notre vision est de restructurer le secteur des métiers »

Pour étendre ses activités, la FNTMI a organisé vendredi le 23 novembre 2018, une rencontre avec les représentants des travailleurs du secteur manufacturier de la province Muyinga. A la même occasion, un bureau dit permanence a été inauguré avec la mise en place des représentants provinciaux et communaux de la fédération dans ladite province. La FNTMI s'est alliée à la Fédération Nationale des Travailleurs Domestiques (FNTD) et la Fédération Nationale des Travailleurs du secteur Agro-Alimentaire (FNTAA). Cela dans le but de conju-

guer les efforts pour la mise en place d'une loi qui régirait les métiers du secteur informel, a indiqué M. Sylvestre Ndayikeje, représentant légal de la FNTMI.

Le travailleur informel souvent déconsidéré

Les travailleurs de l'informel déplorent le fait qu'ils sont souvent relégués au second plan au niveau de la société. « Quand tu n'es pas fonctionnaire, votre travail n'est pas valorisé. Certains clients ne res-

pectent pas les engagements pris ou ne paient pas la totalité de la somme convenue », regrettent-ils. L'autre défi est lié au manque d'expérience pour faire face à la concurrence. « Des fois, les équipements obsolètes nous évincent du marché du textile. Il est difficile voire impossible de tenir devant l'industrie de la mode très innovatif et en pleine expansion », précise M. Jawabu Niyongabo, président du syndicat des tailleurs de Muyinga. De plus, les niveaux compétences techniques leur font défaut. D'où la nécessité d'avoir des stages de perfectionnement.

En outre, le secteur informel est caractérisé par la précarité de l'emploi, les risques professionnels élevés, l'absence de dialogue sur les conditions de travail et des revenus qui restent très faibles. En ce qui concerne le manque d'équipements, Niyongabo demande la mise en place d'une microfinance au service du secteur informel pour faciliter l'accès au financement.

Et le représentant Ndayikeje de répliquer : « Effectivement, notre vision est de restructurer le secteur des métiers ». Selon lui, rien n'est possible tant qu'il n'y a pas de profilage de tous les travailleurs du secteur manufacturier informel. En ce sens, une fiche d'identification des travailleurs du secteur de l'informel dans le domaine des métiers a été distribuée. Ce qui permettra de récolter les données sur le secteur à l'échelle nationale, confie Ndayikeje. La même enquête penchera aussi sur la question du travail des mineurs. Celui-ci n'est pas autorisé. Donc les enfants de moins de 18 ans seront réintégrés dans les écoles, a-t-il dit.

La FNTMI, un atout pour les travailleurs

Ndayikeje énumère les avantages

que les travailleurs vont tirer de la fédération. La réglementation du secteur permettra aux membres de la FNTMI de s'affilier à une mutualité de santé, de jouir de l'éducation financière à travers l'épargne, d'adhérer à des sociétés d'assurance et d'assurer la bonne gestion de la main d'œuvre.

Pour Aimable Bakunduwukize, porte-parole de la fédération, la valeur ajoutée d'adhérer à la fédération est que la FNTMI plaide pour les travailleurs du secteur manufacturier de l'informel. Elle offre un cadre de dialogue adéquat à ses membres. Cela va de soi avec la mise en place d'une loi régissant le secteur informel au Burundi.

Le secteur informel, un poids lourd de l'économie ?

La disparition du secteur informel au Burundi n'est pas pour demain. Depuis les années 2007, le nombre d'unités de production industrielle (UPI) et en activité ne cesse de progresser. D'après les résultats de l'enquête sur les conditions de vie de ménages, la création des UPI est passée de 15000 UPI par an à 45 000 UPI créées entre 2008 et 2013. Parallèlement, le niveau d'activité dans le secteur informel affiche de bons indicateurs. Les données issues de l'ECVMB montrent que la production annuelle des UPI était estimée à 62,5 milliards de FBu en 2014.

La FNTMI a été créée le 17 février 2014 par la fusion de neuf syndicats des professionnels des métiers. La représentation a promis de coordonner la mise en place des coopératives dans l'optique de promouvoir le développement.

Benjamin Kuriyo

GOUVERNANCE

Bientôt la reprise de la notation des fonctionnaires

«La notation des travailleurs pour l'année 2018 va se faire comme à l'accoutumée en attendant une nouvelle orientation concertée tripartite». Le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi (FPTE) l'a indiqué dans une conférence de presse qu'il a animée vendredi le 23 novembre 2018

Félix Mpozeriniga, ministre de tutelle explique que la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut Général des Fonctionnaires en son article 27 qui précise que tout fonctionnaire a droit à une notation annuelle. Cette notation doit refléter, à l'exception de toute autre considération, le travail, la productivité et le respect des obligations du fonctionnaire pendant la seule année de référence.

« Avec la nouvelle loi budgétaire qui fait référence à la nouvelle constitution de la république du Burundi et qui a conduit à une nouvelle période de planification de juillet de l'année n à juin de l'année n+1, une évaluation des activités planifiées des institutions pour le premier semestre l'année 2018 a été réalisée, mais l'évaluation individuelle n'a pas eu lieu, car la notation individuelle est statutairement annuelle », a expliqué M. Mpozeriniga. Il a ajouté que pour le moment le gouvernement, les travailleurs et les employeurs vont d'abord s'asseoir ensemble



Félix Mpozeriniga, ministre de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi (FPTE) : « Nous espérons qu'au 31 décembre 2018, tous les travailleurs auront déjà reçu leur note d'évaluation pour la période concernée »

pour trouver une solution adaptée à cette nouvelle planification en s'appuyant sur une réglementation d'application conséquente.

De la compétence plutôt que des responsabilités

Il a précisé que la notation des travailleurs pour l'année 2018 va se faire comme à l'accoutumée en

attendant une nouvelle orientation concertée tripartite. Une note circulaire sur le mouvement de notation pour la période du 1er novembre 2017 au 31 octobre 2018 vient d'être signée et transmise à tous les ministères pour rappel des procédures de notation. « Nous espérons qu'au 31 décembre 2018, tous les travailleurs auront déjà reçu leur note d'évaluation pour la période concernée par

la note circulaire », lance le ministre de la FPTE. Il a rappelé que la période de notation est un moment important qui permet aux employeurs et aux travailleurs de détecter et de déceler les domaines dans lesquels les agents sont compétents, ceux dans lesquels ils ont besoin de renforcement des capacités en vue d'améliorer le travail individuel et, partant, le rendement de l'institution. Selon

lui, les notations à tous les niveaux doivent aider les collaborateurs à prendre conscience du fait que c'est plus l'évaluation des compétences qui est recherchée plus que la rémunération par rapport aux considérations individuelles telles que les diplômes et les postes occupés. C'est aussi l'occasion de valoriser le travail de certains fonctionnaires qui ont la volonté de se démarquer et ainsi de les encourager à progresser plus vite dans l'amélioration de leurs compétences dans leurs métiers.

Harmonisation de la notation par rapport à d'autres pays de l'EAC

S'agissant de l'harmonisation de la période de notation par rapport aux autres pays membres de la Communauté Est Africaine, M. Mpozeriniga indique que la nouvelle constitution est une loi fondamentale, mais qu'il y a des secteurs d'activités diversifiés. A côté de la constitution, rappelle-t-il, il y a d'autres textes d'application, des lois très spécifiques qui doivent s'adapter comme par exemple la loi fiscale. « Nous sommes en perpétuelle consultation avec la Communauté Est Africaine. Il y a des commissions techniques qui sont à l'œuvre pour harmoniser les lois avec la réglementation de tous les secteurs de la vie des nations faisant partie de l'EAC », a-t-il rassuré.

Bonith Bigirindavyi



« Les Deux frères »

(Contes merveilleux de Grimm)

Le loup, qui n'avait peur de personne, se dirigea tout droit vers le palais, et quand il fut entré dans la chambre de la princesse, il tira cette dernière par le pan de sa robe, ce qui la fit se retourner. Elle reconnut le loup à son collier, et le conduisant dans son cabinet :

– Loup, mon ami, lui dit-elle, que veux-tu ? Il répondit :

– Mon maître, qui a tué le dragon, est ici, et il m'a envoyé demander un plat de légumes pareils à ceux que mange le roi.

La princesse fit venir le cuisinier, qui reçut l'ordre de préparer un plat de légumes pareils à ceux que mangeait le roi, et de le porter lui-même pour le loup jusqu'à la porte de l'aubergiste. Le loup prit le plat et le porta à son maître.

– Vous le voyez, dit le chasseur, voilà que j'ai maintenant du pain, du rôti et des légumes ; mais il me faut des sucreries semblables à celles que mange le roi.

Il appela l'ours et lui dit :

– Ours, mon ami, tu ne dédaignes pas de lécher quelque chose de doux va donc et rapporte-moi des sucreries semblables à celles que mange le roi.

L'ours se mit en route vers le palais, et chacun s'enfuit à son approche, et quand il arriva près du fonctionnaire, celui-ci lui présenta le bout de son fusil et ne voulut point le laisser pénétrer dans le palais du roi. Mais l'ours se dressa sur ses pattes de derrière et distribua à droite et à gauche quelques bons soufflets qui firent trébucher tout le poste après cet exploit, il continua son chemin, entra dans la chambre de la princesse, se plaça derrière elle et grogna légèrement. La princesse se retourna, et reconnut l'ours, l'emmena dans son cabinet et lui dit :

– Ours, mon ami, que veux-tu ? Il répondit :

– Mon maître, qui a tué le dragon, est ici ; je suis chargé de demander des sucreries semblables à celles que mange le roi.

La princesse fit venir le confiseur, qui reçut l'ordre de préparer des sucreries pareilles à celles que mangeait le roi, et de les porter lui-même pour l'ours jusqu'à la porte de l'aubergiste.

– Vous le voyez, monsieur l'hôte, dit le chasseur, voilà que j'ai maintenant du pain, du rôti, des légumes et des sucreries ; mais je veux aussi boire du vin pareil à celui que boit le roi. Il appela son lion et lui dit :

– Lion, mon ami, je sais que tu te grises volontiers, va donc et rapporte-moi du vin semblable à celui que boit le roi.

Le lion traversa les rues, et les gens fuyaient à son approche, et quand il arriva près du poste, le factionnaire voulut lui barrer le passage ; mais il poussa un rugissement qui mit tous les soldats en fuite. Le lion pénétra jusqu'à la chambre de la princesse, et gratta légèrement avec sa queue

à la porte. La princesse vint lui ouvrir, et peu s'en fallut que l'effroi ne s'emparât d'elle à la vue du lion ; mais elle le reconnut au fermoir d'or de son collier, et fit entrer avec elle dans son cabinet :

– Lion, mon ami, lui dit-elle, que veux-tu ? Il répondit :

– Mon maître, qui a tué le dragon, est ici ; je viens demander du vin pareil à celui que boit le roi.

La princesse fit venir le sommelier, et lui ordonna de donner au lion du vin semblable à celui que buvait le roi. Le lion prit le panier et le porta à son maître.

– Vous le voyez, monsieur l'hôte, dit le chasseur, j'ai maintenant du pain, du rôti, des légumes, des sucreries et du vin pareils à ceux qu'on sert au roi ; maintenant, je veux donner un banquet à mes animaux.

Et il se mit à table, but et mangea, et donna aussi une bonne part de tout cela au lièvre, au renard, au loup, à l'ours et au lion car la certitude qu'il venait d'acquiescer que la princesse l'aimait toujours lui donnait une humeur charmante. Quand le repas fut terminé, il dit à l'hôte :

– Maintenant que j'ai mangé et bu comme boit et mange le roi, je veux aller à la cour du roi, et épouser la fille du roi. L'aubergiste répondit :

– Comment cela pourra-t-il se faire, puisque la princesse a déjà un fiancé, et que ses noces doivent se célébrer aujourd'hui même ?

Le chasseur tira de sa poche le mouchoir que la princesse lui avait donné sur la montagne du dragon, et où il avait roulé les sept langues du monstre.

– Ce que j'ai là dans la main m'y aidera, dit-il. L'aubergiste examina le mouchoir et repartit :

– Si j'ai cru tout le reste, je ne puis pourtant pas croire cela, et je parie volontiers ma maison et ma cour.

Le chasseur tira de sa poche une bourse où se trouvaient mille pièces d'or ; il la plaça sur la table et dit :

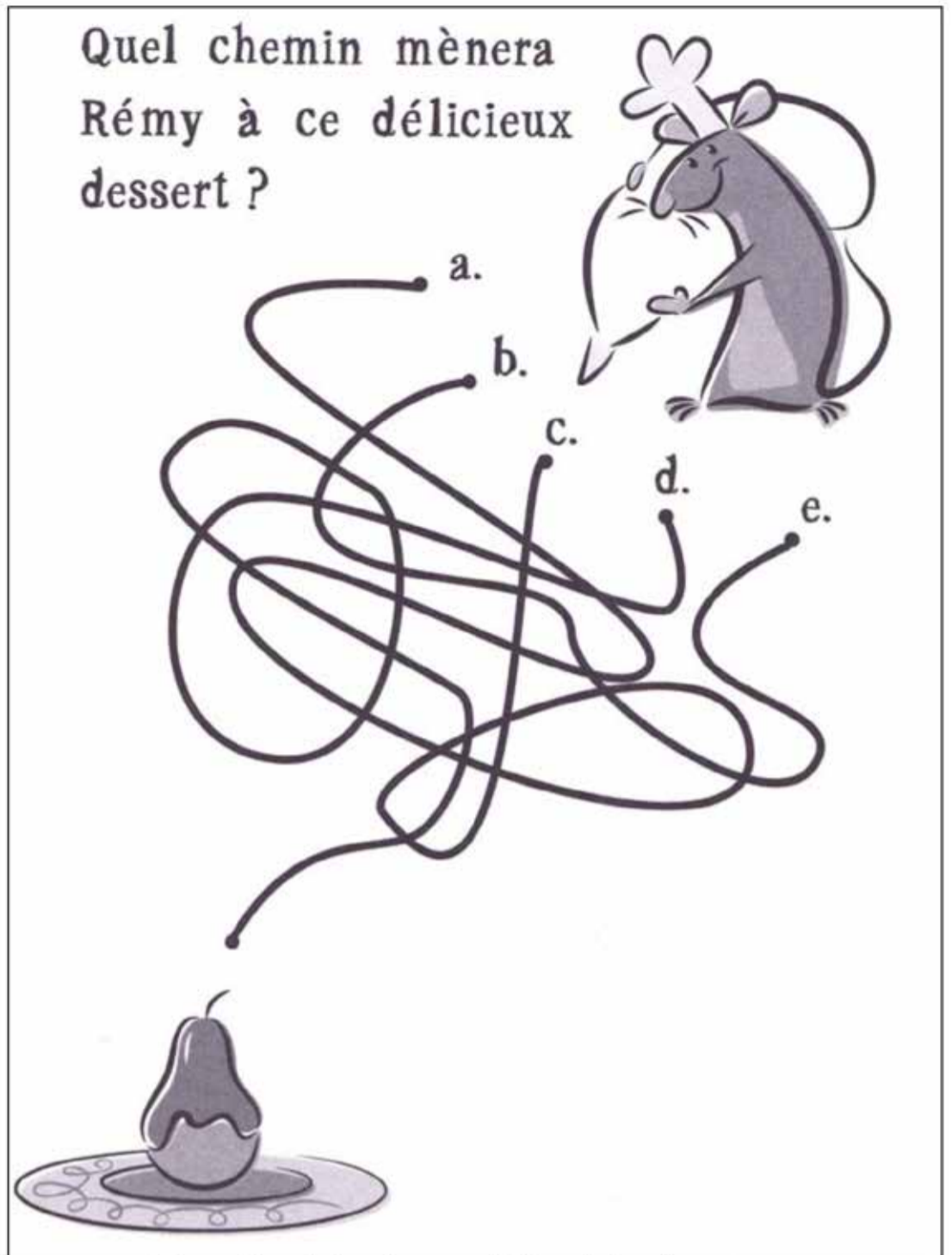
– Voici mon enjeu. Lorsque le roi revint sa fille au dîner, il lui dit :

– Que te voulaient toutes ces bêtes qui sont venues te trouver et qui ont parcouru en tous sens mon palais ? Elle répondit :

– Je ne puis point le dire, mais dépêchez quelqu'un et faites chercher le maître de ces animaux ; si vous faites cela, vous ferez bien.

Le roi envoya un de ses gens à l'auberge avec mission d'inviter l'étranger ; le serviteur du roi arriva juste au moment où le chasseur venait de parier avec l'aubergiste.

– Vous le voyez, monsieur l'hôte, s'écria le chasseur, voilà que le roi m'envoie un ambassadeur afin de m'inviter.



Le chasseur se rendit auprès du roi. Celui-ci, le voyant venir, dit à sa fille :

– Comment dois-je le recevoir ?

Elle répondit :

– Allez à sa rencontre ; si vous faites cela, vous ferez bien.

Le roi alla donc à sa rencontre, le fit monter avec lui dans les appartements où les bêtes du chasseur le suivirent. Le roi lui indiqua une place entre lui et sa fille, le maréchal en sa qualité de fiancé prit place de l'autre côté. En ce moment, on apporta en face d'eux les sept têtes du dragon, et le roi dit :

– Ces sept têtes, c'est le maréchal qui les a coupées au monstre ; voilà pourquoi je lui donne aujourd'hui ma fille.

Alors le chasseur se leva, ouvrit les sept gueules et dit :

– Où sont les sept langues du dragon ?

À ces mots, le maréchal devint pâle il dit dans son trouble :

– Les dragons n'ont point de langue.

Le chasseur reprit :

– Les menteurs devraient n'en point avoir, mais les langues de dragon sont les vrais signes du vainqueur.

Et il ouvrit le mouchoir où se trouvaient les sept langues et il en mit une dans chacune des sept gueules. Cela fait, il prit le mouchoir sur lequel était brodé le nom de la princesse, et le montrant à la jeune fille, il lui demanda à qui elle l'avait donné. Elle répondit :

– Je l'ai donné à celui qui a tué le dragon.

Puis il appela ses animaux, leur enleva à chacun leur collier ainsi qu'au lion son fermoir d'or, et les montrant à la jeune fille, il lui demanda à qui cela appartenait. Elle répondit :

– Le collier et le fermoir d'or étaient à moi, je les ai partagés entre les animaux qui ont contribué à dompter le dragon.

Le chasseur dit alors :

– M'étant endormi de fatigue après le combat, le maréchal est arrivé, m'a coupé la tête, a enlevé la princesse et déclaré que c'était lui qui avait tué le dragon ; en quoi il a menti, comme le prouve par ces langues, par ce mouchoir et par ce collier.

Le roi s'adressant alors à sa fille :

– Est-il vrai, lui dit-il, que c'est lui qui a tué le dragon ?

Elle répondit :

– Oui, c'est vrai ; et maintenant il m'est permis de dévoiler toute l'infamie du maréchal qui m'avait fait donner ma parole que je garderais le silence. C'était aussi pour cela que j'avais exigé que les noces n'eussent lieu qu'après un an et un jour.

Après avoir entendu cette déposition, le roi fit appeler douze conseillers qu'il chargea de juger le maréchal. Ceux-ci le condamnèrent à avoir les membres déchirés par quatre bœufs. Ainsi fut puni le maréchal. Ensuite, le roi donna sa fille au chasseur qui fut de plus reconnu dans tout le pays pour son héritier. Le jeune roi et la jeune reine vécurent désormais heureux



et contents. Le jeune roi allait souvent à la chasse qu'il aimait, et ses animaux devaient l'accompagner. Or il y avait à peu de distance de là une forêt qui, d'après le bruit général, n'était pas sûre. Celui, disait-on, qui s'y risquait une fois, n'en revenait pas facilement. Depuis longtemps le jeune prince nourrissait un grand désir d'aller y chasser, et il ne laissa pas de repos au vieux roi qu'il lui en donna la permission. Il sortit donc un jour avec une nombreuse escorte, et quand il fut arrivé près de la forêt, il aperçut à travers les arbres une biche blanche comme de la neige, et il dit à ses gens :

– Attendez ici mon retour ; je veux poursuivre cette bête. Et il s'enfonça sur sa trace dans la forêt, où ses animaux seuls l'escortèrent.

Ses gens l'attendirent jusqu'au soir ; mais comme il ne revenait pas, ils retournèrent au palais et dirent à la jeune princesse :

La suite de "Les Deux Frères"....à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 03 décembre 2018 à 20h45

L'HISTOIRE



Doc: Cocottes et courtisanes dans l'œil des peintres

Genre : Historique
Durée : 55 mn
Réalisateur : Sandra Paugam
Nationalité : France
Année : 2015

Courtisanes, demi-mondaines, cocottes, filles de joie, grandes horizontales, danseuses, lorettes, grisettes, filles de brasserie, buveuses, trotteuses, pierreuses... : si le vocabulaire désignant les prostituées au XIXe siècle s'avère si riche, c'est qu'il prend la mesure de l'ampleur nouvelle ...

mardi 04 décembre 2018 à 20h40

Ushuaïa TV



Doc: Une famille sur la banquise

Genre : Aventures
Durée : 60 mn
Réalisateur : Katia Chapoutier
Nationalité : France
Année : 2016

Depuis quinze ans, France et Eric mènent une vie unique au monde, sur un voilier pris dans la banquise une grande partie de l'année. France est navigatrice, Eric scientifique. En conjuguant leurs passions et leurs talents, ils sont devenus un couple, puis une famille. Léonie, 9 ans, et Aurore, 6 ans, ...

mercredi 05 décembre 2018 à 20h55

arte



Film: Préparez vos mouchoirs

Genre : Comédie dramatique
Durée : 110 mn
Réalisateur : Bertrand Blier
Nationalité : France
Année : 1978

Marié à Solange, Raoul aime tendrement son épouse. Pourtant, la jeune femme ne semble avoir de goût pour rien. Et son air las agace de plus en plus Raoul. Aussi se met-il en tête de trouver un amant à celle qu'il aime. Un jour, dans un restaurant, il propose un inconnu à Solange.

jeudi 06 décembre 2018 à 20h35

ANIMAUX



Doc: Les routes secrètes des oiseaux migrateurs

Genre : Animalier
Durée : 50 mn
Réalisateur : Franck Cuvelier
Nationalité : France
Année : 2014

La France est un carrefour pour des millions d'oiseaux migrateurs qui traversent notre pays et y font escale. Mais on assiste depuis quelques années à un déclin de ces grands voyageurs. Les activités humaines ont bousculées leurs repères et rendent difficiles leur périple.

vendredi 07 décembre 2018 à 20h50

CINE + PREMIER



Film: Dos au mur

Genre : Thriller
Durée : 100 mn
Réalisateur : Asger Leth
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2012

Ancien flic condamné à la prison pour un vol dont il se dit innocent, Nick Cassidy a réussi à s'évader. Dans un célèbre hôtel de New York, il monte jusqu'à l'un des derniers étages et enjambe la fenêtre. Le voilà dehors, sur la corniche, au bord du vide... Lydia Mercer, négociatrice de la police, ...

samedi 08 décembre 2018 à 20h40

RTL9



Film: Passager 57

Genre : Aventures
Durée : 95 mn
Réalisateur : Kevin Hooks
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1992

Ex-spécialiste de lutte anti-terroriste, John Cutter vit en reclus depuis la mort de sa femme, abattue lors d'un hold-up. Agent de la sécurité d'une compagnie aérienne, il embarque pour Los Angeles, mais à l'intérieur de l'appareil, le FBI emmène incognito Charles Rane, un dangereux terroriste.

dimanche 09 décembre 2018 à 20h50

ACTION



Film: Alexandre

Genre : Historique
Durée : 170 mn
Réalisateur : Oliver Stone
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2004

Né à Pella, en Macédoine, en 356 avant Jésus-Christ, Alexandre, fils de Philippe II et de la reine Olympias, devient roi à l'âge de 20 ans. Fier et courageux, le jeune souverain part à la conquête de l'Orient et entreprend d'unifier le monde, aidé par son fidèle Héphaïstion ...

Proverbes

« Quand on parle du loup, on en voit la queue »

S'utilise quand on est en train de parler d'une personne et qu'elle apparaît.

« Il n'y a pas de petites économies »

Toutes les économies qu'on peut faire, même minimes formeront, au final, une somme importante, ou du moins nécessaire à ce dont on a besoin.

« Les conseillers ne sont pas les payeurs »

Il ne faut pas toujours écouter les personnes qui vous donnent des conseils car elles ne prennent aucun risque. Seul celui qui prend une décision en subira les conséquences.

« Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse »

Les choses ne se cassent pas forcément d'un seul coup mais petit à petit.

« Nul n'est prophète en son pays »

Ce proverbe fait bien sûr allusion à Jésus. Les Nazaréens ne voyaient en lui que le fils d'un charpentier et non pas le Messie, fils de Dieu.

« Plus on est de fous, plus on rit »

On s'amuse plus quand on est nombreux que quand il n'y a pas grand monde.

« On ne peut pas être au four et au moulin »

On ne peut pas être à deux endroits en même temps ou faire plusieurs choses à la fois.

« Les chiens aboient et la caravane passe »

Malgré les critiques ou les propos négatifs on continue à faire ce qu'on a choisi.

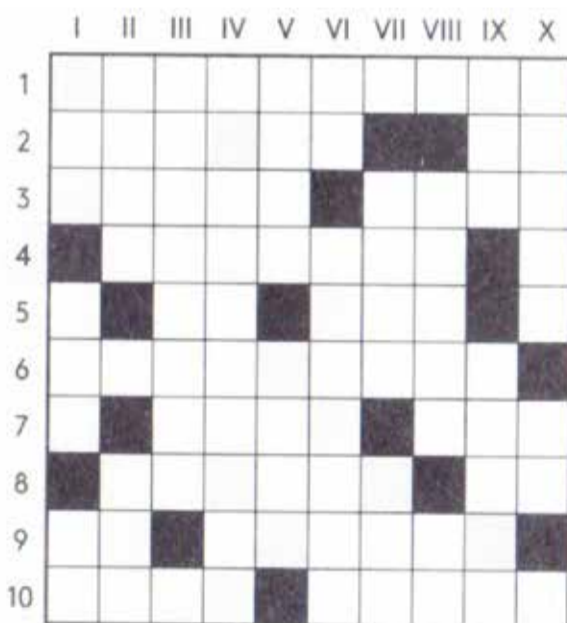
« Faute de grives, on mange des merles »

Les grives et les merles sont tous deux des oiseaux comestibles mais les grives sont un met plus délicat et plus rare que les merles. Ce proverbe signifie donc qu'il faut se contenter de ce qu'on a, même si on préférerait avoir mieux.

« A cheval donné, on ne regarde pas les dents »

Quand on vous donne quelque chose, on ne regarde pas ses défauts.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. S'empiffreront. - 2. Fantôme. Américain. - 3. Sa capitale est Katmandou. Mesura. - 4. Conservés. - 5. Île. Cancre. - 6. Amarrèrent. - 7. Relier. Shoot. - 8. Des mètres cube de bois. Cours d'eau. - 9. A réussi. Ancien chef d'Etat russe. - 10. Crises. Choisie.

VERTICALEMENT

I. Fils à l'étranger. Radin. Lettre grecque. - II. Tenter. Certain. - III. Coup de poing. - IV. Entre frères. - V. Part. Irlande. - VI. Alors. Content. - VII. Amas de sable. Monsieur. - VIII. Risquent. Nickel. - IX. Dévêtus. Lancée. - X. Souverains. Ruisseau.

Mots croisés : Solution du numéro précédent



LINGLONG

2019

Le monde à votre portée



BONAUTO S.A.

17, Place de l'Indépendance BP 99, Bujumbura, BURUNDI Tel: +257- 22- 223177
Email: bonauto@bonautoburundi.com

2019 commence dès maintenant!!!!!!!!!!!!!!

Calendriers
muraux

Blocs
notes

Cartes de
voeux

Calendriers
Sous-Mains

Calendriers
de
table



L'IMPRIMERIE HOPE DESIGN

est à l'Ecoute des professionnels
et des particuliers dans la réalisation
de tous vos besoins d'impression
de visibilité de fin d'année !!!

Représentant de COLOP Autriche au Burundi



Rohero II, Avenue Moso n° 23/ Tél: +257 22 27 59 44/ E-mail: hopedesign@hopedesign.bi

www.hopedesign.bi [hopedesign1](https://www.instagram.com/hopedesign1) [fb.com/imprimerie.hopedesign.3](https://www.facebook.com/imprimerie.hopedesign.3)